

Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 à Osaka : prévenir l'exploitation de l'internet à des fins de terrorisme et d'extrémisme violent favorisant le terrorisme

L'une de nos grandes responsabilités de chefs d'État et de gouvernement est d'assurer la sécurité de nos concitoyens. Prévenir et combattre le terrorisme est fondamentalement une mission régalienne. Ici à Osaka, nous réaffirmons notre volonté d'agir pour protéger nos concitoyens de l'exploitation de l'internet à des fins de terrorisme et d'extrémisme violent favorisant le terrorisme. Nous publions la présente déclaration pour élever le niveau des attentes à l'égard des plateformes en ligne, qui doivent prendre leur part de cet effort.

Nous, chefs d'État et de gouvernement du G20, réaffirmons notre ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. La diffusion en direct des attentats terroristes de Christchurch et d'autres atrocités récentes montre combien nous devons mettre en œuvre totalement et de toute urgence les résolutions pertinentes des Nations Unies, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et d'autres instruments, notamment le Plan d'action sur la lutte contre le terrorisme adopté à Hambourg en 2017 par les chefs d'État et de gouvernement du G20.

Nous sommes déterminés à mettre en place un internet qui soit ouvert, libre et sûr pour permettre à chacun de tirer profit de la transformation numérique. L'internet ne doit pas être un sanctuaire grâce auquel les terroristes peuvent recruter, préparer des actes terroristes ou inciter à en commettre. Dans cette perspective, nous demandons instamment aux plateformes en ligne d'adhérer au principe essentiel, affirmé à Hambourg, selon lequel la règle de droit s'applique en ligne comme ailleurs. Cela doit se faire conformément au droit national et international, relatif notamment aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales telles que la liberté d'expression et de l'accès à l'information, libertés pour lesquelles nous avons le plus grand respect. Nous nous engageons à coopérer avec les États, les organisations internationales, l'industrie et la société civile à cet effet.

Nous demandons instamment aux plateformes en ligne de répondre aux attentes de nos concitoyens : ces plateformes ne doivent pas autoriser leur utilisation pour faciliter le terrorisme et l'extrémisme violent favorisant le terrorisme. Les plateformes ont une responsabilité importante en matière de protection de leurs utilisateurs. La complexité du défi à relever et l'utilisation de plus en plus sophistiquée de l'internet par les criminels à des fins malveillantes ne diminuent pas l'importance pour les plateformes de limiter la prolifération des contenus terroristes et extrémistes violents favorisant le terrorisme grâce à elles, cette prolifération étant néfaste pour la société.

Nous demandons instamment aux plateformes en ligne d'accroître leur niveau d'ambition et le rythme de leurs efforts pour empêcher la diffusion, le téléchargement ou le rechargement de contenus terroristes ou extrémistes violents favorisant le terrorisme. Nous encourageons vivement le déploiement d'efforts concertés pour définir, mettre en œuvre et appliquer des conditions d'utilisation permettant de détecter les contenus terroristes et extrémistes violents favorisant le terrorisme et de les empêcher d'apparaître sur les plateformes. Cela pourra être réalisé par exemple en développant des technologies. Nous soulignons l'importance pour les plateformes en ligne, en cas de téléchargement ou de diffusion en direct de contenus terroristes, de réagir rapidement pour prévenir la prolifération, tout en veillant à conserver les preuves documentaires. Nous saluons

l'engagement pris par les plateformes en ligne de rendre compte publiquement, régulièrement et de manière transparente, comme énoncé dans leurs politiques et procédures.

Nous prenons note des travaux en cours du Forum mondial de l'internet contre le terrorisme afin de piloter cet important programme transversal, y compris pour faire face aux crises. Cependant, d'autres actions urgentes sont nécessaires. Nous encourageons la collaboration avec le secteur industriel, la presse, les chercheurs et la société civile pour renforcer ce Forum et élargir le nombre de ses membres afin de le rendre plus inclusif. Le renforcement du Forum mondial de l'internet contre le terrorisme améliorerait la compréhension et la coopération entre les différentes industries et la capacité des entreprises, petites et grandes, à prévenir l'exploitation de leurs plateformes à des fins de terrorisme et d'extrémisme violent favorisant le terrorisme.

Nous nous engageons à continuer de travailler ensemble pour relever ce défi dans nos pays et au moyen d'enceintes et d'initiatives internationales, notamment en procédant à l'échange de nos expériences nationales. Un discours positif pour lutter contre la propagande terroriste continuera de jouer un rôle important dans ces efforts. Nous restons déterminés à suivre les progrès dans ce secteur et nous demandons instamment à la société civile, aux consommateurs et aux investisseurs d'en faire autant.